L'ABEILLE.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT ET DE LA VILLE.

"Il faut que l'UNION soit conservée."

MARDI MATIN, 17 MARS 1835.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 17 mars.

Afin de répondre dignement aux encouragemens que nous ne cessons de recevoir de jour en jour du public, et particulièrement de la partie commerçante, nous nous proposons de nous rendre, nous même, à N-York, immédiatement après l'ajournement de la législature, afin de faire l'achat d'une quantité suffisante de caractères, et d'une *presse mécanique*, qui nous permettra de publier bientôt l'*Abeille* sous un format BEAUCOUP PLUS GRAND. Nous profiterons de ce voyage, pour établir des correspondances avec les feuilles les plus commerciales du Nord, qui nous mettront à même de connaître d'une manière exacte les transactions qui s'y feront. Nous avons donc lieu d'espérer que les grandes dépenses que nous occasionneront ces améliorations et les soins que nous porterons tant sous le rapport de la rédaction que sous celui de l'impression de l'*Abeille*, nous mériteront de nouveaux encouragemens.

Ayant pris des arrangements avec quelqu'un de capable, nous environs dans peu de jours une salle dans l'endroit le plus convenable pour les commerçans, où ils apprendront immédiatement toutes les nouvelles du jour.

NOMINATIONS PAR LE PRESIDENT E. UNIS, *Avec l'avis et le consentement du Sénat.*

Nous sommes convaincus que tout le monde apprendra avec autant de plaisir que nous, la nomination de notre respectable concitoyen JOHN M. HOLLAND, à la place de Marshal pour le district oriental de la Louisiane en remplacement de M. J. Nicholson, dont le temps est expiré.

Le gouverneur a nommé, avec l'approbation du sénat, MM. J. M. Bach, P. S. Newton, et Thos. C. Cash, encanteurs de cette ville et paroisse; J. Cortes, pour Natchitoches; et A. Dupré, notaire de St. Landry.

Le navire *Roscoe* qui est parti de New York le 12 de janvier, a été rencontré le 23, à 20 milles après Toskar, ayant un vent si favorable, qu'il devait *rentrer le jour suivant à Liverpool. Ce navire portait le rapport du sénat des Etats-Unis, sur nos relations avec la France.* Nous pouvons calculer que ce document doit être parvenu à Paris le 5 février.

Nous apprenons, par le bateau-à-vapeur *Superior*, arrivé hier, que la navigation de l'Ohio, obstruée depuis longtemps par les glaces, est maintenant libre, et que plusieurs bateaux-à-vapeur à Louisville et à Cincinnati, étaient sur leur point de départ.

Par la malle du Nord arrivée hier, nous avons reçu des gazettes de N. York du 28 février, de Boston du 26, et de Charleston du 7 mars. Ces feuilles ne contiennent rien de plus nouveau de France que les nouvelles que nous avons reçues directement par les navires *Marengo* et *Hercules*.

Les résolutions que nous publions ci-dessous ont été *présentées* par M. John Quincy Adams, dans la séance de la chambre des représentans du 26 février:

Résolu, Que les droits et les réclamations des citoyens des Etats-Unis, ne doivent être sacrifiés par aucun acte du gouvernement de ce pays.

Résolu, Que le Président pourra, s'il le juge convenable, renouer les négociations entre les Etats-Unis et la France, pendant l'intervalle qui s'écoulera entre l'ajournement du présent Congrès et l'assemblée du prochain.

Résolu, Que les circonstances n'exigent pas que la législature adopte des mesures hostiles.

M. Chamberlang, en opposition, a soumis les résolutions suivantes:

Qu'il est incompatible avec la dignité et l'honneur des Etats-Unis de prolonger les négociations.

Que le comité des affaires étrangeres doit être déchargé du soin de s'occuper plus longtems de celle-ci; et

Que le Congrès autorise le président à adopter telles mesures que l'exigence du cas réclamera.

La discussion, sur ces résolutions, fut ajournée au 27.

Les prochaines nouvelles de Washington nous apprendront nécessairement le résultat de ces deux différentes résolutions.

Nous apprenons par la voie d'une correspondance de Washington, sous la date de 25 *février*, que M. *Serrurier*, ministre français, devait partir de cette ville le jour suivant. M. Pageot, premier secrétaire de legation, demeure le chargé d'affaire. Le ministre trouvant que le brick de guerre français qui avait été *envoyé* pour le chercher, n'offrait pas assez de logemens pour sa famille, engagea son passage abord d'un navire anglais. L'opinion de M. Serrurier, était qu'aucunes mesures hostiles ne seraient adoptées ni d'un côté ni de l'autre et qu'enfin tout s'arrangerait à l'amiable.

L'Editeur du *Louisiana Advertiser* doit, en son âme et conscience, être bien convaincu que, c'est lui qui, le premier, de gaîté de cœur, a attaqué notre éditeur de la partie anglaise, qui n'avait fait que quelques commentaires sur l'impropriété d'accorder un bénéfice théâtral à une personne qui n'est pas attachée à la scène. Cependant notre Editeur n'a point rétorqué les personnalités de M. Gibson, il s'est sagement tenu sur la défensive, et s'est borné à se prouver digne de l'estime et de la confiance publique. M. Leonard nous prie de faire savoir à nos lecteurs qu'il n'a jamais été jaloux de la conduite ni de la position de M. Gibson, que les seuls sentimens qu'il éprouve pour lui sont pitié et mépris, et qu'à l'avenir, il ne fera plus aucune attention à lui dans cette feuille.

Toute la Nlle.-Orléans sait que depuis quelques jours, un citoyen estimable qui a été appelé par les *suffrages* de ses concitoyens, à plusieurs *emplois* honorables, est atteint d'une maladie qui menace de l'enlever à sa famille et à ses nombreux amis; mais ce dont toute la N. Orléans est informée aussi, c'est que déjà, même avant que la mort ait frappé sa victime, on fait des démarches pour lui *succéder* dans l'emploi qu'il occupe. Il y a dans une pareille conduite quelque chose qui révolte. Est-il possible qu'on n'ait pas au moins la politique d'attendre que l'homme ait cessé de vivre, qu'on épie avec une sorte d'anxiété le moment où il rendra le dernier soupir, que l'on compte les pulsations que donne encore son pouls, qu'on semble même craindre qu'il *ne s'opère*, ce que l'on a vu quelquefois, un de ces miracles de la nature qui le rende à la santé, de peur d'être déçu dans les espérances que l'on a formées!

Voudrions-nous donc *imiter les princes dans* leurs vices? *Nous qui savons apprécier* la vertu des rois, gardons-nous de tomber dans les excès qui les salissent.

Marmontel a dit: "on a calculé qu'à lire quatorze heures par jour, il faudrait huit cents ans pour épuiser ce "que la bibliothèque royale contient sur l'histoire seulement; cette disproportion désespérante de la durée de "la vie avec la quantité de livres dont chacun peut avoir "quelque chose d'intéressant, prouve la nécessité des extraits. Ce travail bien dirigé, serait un moyen d'occuper "utilement une multitude de plumes que l'oisiveté rend "nuisibles; et bien des gens, qui n'ont pas le talent de "produire avec l'intelligence que la nature donne, et le "goût qui peut s'acquérir, réussiraient à faire des extraits "précieux."

Mme. Leiris, pénétrée de cette vérité, vient de publier une Géographie et une Mythologie élémentaires; son travail mérite certainement des encouragemens; mais, il est fâcheux qu'elle ait suivi une route tellement battue, qu'il lui a été difficile de ne pas répéter ce que tant d'autres ont dit avant elle. En effet, il restait bien peu de chose à glaner dans le champ qu'elle a parcouru, et nous craignons qu'elle ne tire pas de son travail, tout le fruit qu'elle pourrait en attendre. Ce que nous venons de dire, n'ôte rien au mérite de Mme. Leiris; d'ailleurs sa réputation est trop solidement établie, pour que *nos* remarques puissent lui être *défavorables*, et nous avons d'elle une trop bonne opinion pour supposer qu'elle s'offense de notre franchise. Si Madame Leiris a de véritables amis, qu'elle leur demande leur avis sur les deux ouvrages qu'elle *vient de publier*, nous sommes persuadés, *s'ils sont aussi francs que nous*, qu'ils lui diront, non pas qu'ils ne valent rien, car ce serait une grande erreur, mais que, n'étant pas *supérieurs à mille autres du* même genre, on ne leur donnera pas la préférence, si elle *ne peut pas les vendre à plus bas prix*. Il s'agit ici du positif, car dans le siècle où nous vivons, la *gloire est* comptée pour si peu de chose!

En terminant, nous engageons Mme. Leiris à employer ses momens de loisir de manière à se procurer un avantage plus solide que celui qu'elle retirera des peines que lui ont coûtées ses deux *petits ouvrages*, non sans *mérite*, qu'elle offre au public.

Les 4 couplets suivans, sur le drapeau des Tirailleurs d'Orléans, ont été chantés dimanche à un banquet donné par cette compagnie et auquel a présidé la plus grande harmonie. Ce morceau de poésie qui se recommande par des sentimens éminemment patriotiques et que son auteur paraît n'avoir eu que le temps de concevoir, est digne des autres productions lyriques sorties de la plume de M. TURLIN-DE CERAN, et fait admirer la muse qui lui inspire des pensées si généreuses exprimées en si beau langage.

LE DRAPEAU DES TIRAILLEURS D'ORLEANS.

AIR:—*Je suis Français, mais pour tout autre chose.*

Je languissais dans l'abstinence,
D'un vrai bonheur, cher à nos cœurs;
Depuis que mes yeux, dans l'absence,
Etaient privés de nos COULEURS——[BIS.]
Je la revois cette enseigne chérie!
Rien n'a souillé son emblème éclatant:
Il est entre de beaux jours dans la vie,
Tant que l'honneur est pour nous rayonnant } *Bis.*
Que l'honneur [BIS]est pour nous rayonnant—— [BIS.]

L'on nous prophétise la guerre,
L'on nous a dit que des soldats,
Poussés par un vil ministère,
Allaient fondre sur nos Etats——[BIS]
Que d'Albion les hordes arrogantes,
Viennent un jour corriger nos *méfaits*; (1)
Nous défions leurs fougues menaçantes,
Mais pour rivaux, nous craignons les Français—[BIS]
Pour rivaux, nous craignons les Français——[BIS.]

Nous voudrions, qu'à la victoire,
Chacun prit une large part;
Et que rien ne ternit l'histoire
De ce glorieux étendart——[BIS]
Ah! Que jamais un fils de Lafayette,
N'ose porter la main à ce guidon,
Pour effacer avec sa baïonnette,
Les noms sacrés de Fleurus, ou Trenton——[BIS.]
De Fleurus [BIS] et Trenton——[BIS.]

La Liberté, vierge immortelle,
N'aurait pas à craindre nos coups;
Elle reparaîtrait plus belle,
Et nous verrait à ses genoux——[BIS.]
Car nous savons que la fière Déesse,
Nous a promis de plus nobles succès,
Quand la valeur ne sera plus faiblesse,
Et qu'on aura pour amis les Français! } Bis.
Pour amis [BIS] les Français [BIS.]

(1) Le 8 janvier 1815.

CONSEIL DE VILLE.

SEANCE DU 14 MARS 1835.

Présents:—MM. John Culbertson, recorder, Dixon, McFarlane, Macready, Mercier, Caldwell, Montégut, Bermudez, Grailhe et Labatut.

Lecture du procès verbal de la séance précédente est faite; il est adopté et signé par le recorder.

La lettre suivante du maire est lue:

MAIRIE DE LA N.-ORLEANS.
Nouvelle-Orléans, 11 mars 1835.

A Messieurs les membres du Conseil de Ville.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un rapport que m'a fait M. *Auvray, inspecteur et commissaire de police de la banlieue supérieure. Les idées que suggère ce rapport me paraissent justes et les moyens qu'il proposent praticables; il mérite votre attention.*

Les 11 terrains faisant partie de l'ilot compris entre les rues des Champs-Elysées, des Bons Enfans, d'amour et de Frangais qu'il avaient pas été vendus, dans la première adjudication, l'ont été le 6 du courant, pour une somme de $10,900. Cette somme jointe au produit des 17 terrains vendus auparavant, *donne le produit total des 28 terrains formant l'ilot précité, une somme de* $ 29,556

La commission de l'encanteur, 2p. c. 572 10
Et les frais, 28 75
Le montant à 899 85

Le produit net est donc de $ 27,955 15
Dont le tiers 9318 38
doit être payé à M. Marigny, selon votre résolution du 7 du *courant, en bons de la corporation à 2 ans de terme. Comme les bons de la corporation de cette espèce, sont tous de* $1,000 *nous ne pouvons payer de cette manière à M. Marigny que* $9000, et il *reste un appoint de* $318 38. *Je l'en* ai prévenu, et il est convenu de recevoir le dit appoint en un billet de la corporation à 2 ans de terme, et portant un intérêt de 5 p. c, veuillez m'autoriser à le lui donner.

Je vous préviens aussi que M. Auguste de Lassus a affaqué la corporation devant la Cour du 1er. district judiciaire de l'Etat, pour dommages qui lui ont été causés par l'émeute *populaire, qui eut lieu le 10 avril 1830 et qu'il fait monter* à $3612.

M. Montaut, *gardien de la poudrière, m'a envoyé sa démission que j'ai acceptée je vous propose, Messieurs,* d'approuver la nomination que j'ai faite de M. Maurice Fazende *pour le temps assez.*

J'ai l'honneur d'être, avec considération,
Messieurs, votre très-humble serviteur,
D. PRIEUR, Maire.

Sur la première partie, M. Montégut fait, motion, que la lettre de M. Auvray, soit référée à un comité spécial.—Adopté.

Sont nommés du comité MM. Dixon, McCready et Caldwell.

Sur la 2de. partie, M. Montégut fait motion qu'un billet à 60 jours pour la somme de $318 et 18 cents, soit donné à M. B. Marigny.—Adopté.

Sur motion de M. McCready, la partie du dit message, relative à M. Delaneux, est référée à l'avocat de la ville, avec instruction de défendre cette affaire.

M. Fazende a été dûment reconnu gardien de la poudrière, en remplacement de M. Montaut, démissionnaire.

M. Mercier fait motion, qu'un comité soit nommé pour examiner l'état de la *poudrière*, et pour en faire un rapport au Conseil.—Adopté.

Le dit comité se compose de MM. *Mercier, McFarlane* et Grailhe.

Le message suivant du maire est lu.

MAIRIE DE LA N.-ORLEANS.
Nlle.-Orl ans, 14 mars 1835.

A Messieurs les membres du Conseil de Ville;

Messieurs,

Je n'ai pas cru devoir donner mon approbation à la résolution qui établit que le trésorier de la ville n'entrera dans ses livres aucune somme effective, ou aucune valeur en compte, avant d'avoir référé au contrôleur le titre qui l'établit, et ce titre n'a pas déjà été contrôlé. Voici la raison sur laquelle je m'appuie. L'article 3 de l'ordonnance qui crée le contrôleur, approuvée le 12 janvier 1830, lui fait un devoir de joindre son certificat à toutes les sommes, cautionnemens, billets, obligations, baux à ferme et intérêts à recevoir qui seront remis par le trésorier. Il n'y a pas ici de livre arbitre laissé à l'un ou à l'autre de ces officiers; le certificat du contrôleur *doit être inscrit sur le titre de toute somme à recevoir* avant que le trésorier puisse en toucher le montant. Or, votre résolution, en tant qu'elle a pour objet d'établir cette obligation, est inutile; et, sous un autre rapport, elle pourrait avoir un effet désastreux; car les sommes dues à la corporation étant apportées au bureau du trésorier, sans que le titre qui en a autorisé le recouvrement soit revêtu du certificat du contrôleur, il peut arriver, si nous avons quelque jour pour *trésorier un homme sans probité*, que ces sommes soient reçues par lui et qu'il n'en tienne aucun compte sur ses livres; et remarques qu'alors, ces livres seraient toujours d'accord avec ceux du contrôleur. *Je sais bien que le mode actuel* présente l'inconvénient de voir contrôler quelquefois des titres dont le montant n'entre pas dans la caisse du trésorier; mais il n'y a là aucun danger, car on peut toujours recourir aux détenteurs de ces titres et les sommer de produire le reçu *trésorier.*

Je crois que la régularité de la comptabilité exige que, pour toutes les sommes casuelles qui peuvent être dues à la corporation, le contrôleur fournisse son mandat au trésorier, et que celui-ci, pour toutes les sommes de la collecte desquelles il est spécialement chargé, soit tenu de soumettre un état, à l'approbation du contrôleur.

Je vous transmets une pétition de M. Jacob Hart, de la garde ville, sur le contenu de laquelle vous aurez à statuer, conformément à votre ordonnance.

Je soumets à votre approbation, la nomination de M. G. Roux, à la *place* de gardien du cimetière de la ville, je vous informe en même temps, que j'avais nommé provisoirement à cette place, M. P. Santuel, qui en a rempli les fonctions depuis le 1er. janvier, I souviendra que vous fixiez la rétribution qui devra lui être accordée.

J'ai l'honneur d'être avec considération,
Votre très humble serviteur,
D. PRIEUR, Maire.

Sur motion de M. Montégut, la première partie est référée au comité de finances.

La pétition de M. Hart, accompagnant la 2me. partie du message, est lue.

M. Grailhe demande qu'elle soit référée à un comité spécial.

M. McCready *demande qu'elle soit référée au comité de police.*

M. McFarlane croit qu'il ne devrait pas parler dans cette occasion, néanmoins, comme son nom a été mentionné dans cette lettre, il doit dire qu'elle ne contient que des mensonges, des mensonges positifs; si le Conseil désire qu'il se retire, il le fera; mais il doit faire motion que cette lettre soit déposée sous la table.

Cette motion a été perdue, MM. McFarlane, McCready et Caldwell, ayant voté dans l'affirmative.

La motion, pour référer à un *comité spécial*, est adoptée.

Le président nomme MM. Grailhe, Dixon et McCready.

M. McCready demande à être excusé, M. Mercier est nommé à sa place.

M. McFarlane dit qu'il considère cette pétition comme une insulte directe, qu'en conséquence, il prie le Conseil d'accepter sa démission verbale.

M. McFarlane se retire.

Après la lecture de quelques pétitions, M. Montégut fit une résolution relative à M. McFarlane.

MM. Dixon, McCready et Caldwell, ayant quitté leur siège, le Conseil s'est ajourné, faute de quorum, à *mercredi prochain*, à 11 h.

(Communiqué.)

Monsieur l'Editeur,

J'ose espérer de votre justice et de votre impartialité que vous voudrez bien insérer l'article suivant, dans votre estimable journal.

La Nouvelle-Orléans vient de faire une perte difficile à réparer par la mort du capitaine E. Leave. Les capitaines, les armateurs et consignataires de navires, ont payé un défaut un juste tribut de larmes et de regrets. Mais il s'agit à présent de le remplacer. Pour cette place qui exige à la fois dans notre pays, une longue pratique dans la marine, des habitudes et des mœurs sédentaires, cette urbanité exquise, qui doit toujours distinguer les Louisianais, jointe à la *fermeté* qui caractérise les vrais marins, et en outre, la connaissance des langues françaises, anglaise et espagnole, le choix est difficile. Cependant nous prenons la liberté de recommander à l'honorable *Législature* et à son excellence le gouverneur, le capitaine Arthur Hughes.—Ses titres sont, une expérience de 40 ans de navigation, une nombreuse famille dans la-quelle se trouvent deux de ses fils commandant actuellement des navires de commerce, et un au service des Etats-Unis, une réputation parfaite des trois langues et toutes les qualités nécessaires pour l'homme comme il faut. Un grand nombre de capitaines, et de citoyens de toutes professions, s'empressent à nous pour recommander le capitaine Hughes.

Je suis, avec la plus haute considération, monsieur, votre très humble serviteur.

Un négociant ancien marin.

AVIS.—Des personnes, sans doute mal intentionnées, ont cherché à exciter les doutes du public sur la solidité de la salle de bal d'Orléans. La construction de cet édifice, élevée à grands frais par d'habiles architectes en telle que la malveillance la plus active puisse donner naissance à des bruits aussi absurdes. [17 mars—3] J. DAVIS.

AVIS.

Compagnie des Canaux de Barataria et de Lafourche.

Les actionnaires de cette compagnie sont prévenus que l'élection des directeurs pour l'année 1835, qui devait avoir lieu le mercredi 18 courant, est renvoyée au lundi 6 avril prochain, jour où elle aura lieu dans le bureau de la dite compagnie, depuis dix heures du matin jusqu'à deux heures de l'après midi.

17 mars—3 M. V. LABARRE, secrétaire.

A VENDRE—Deux chevaux de selle de première classe, à l'écurie de Gabriel T. Kaye, rue Tchoupitoulas.

17 mars—3 RICHARD TERREL.

PERDU ou égaré par le soussigné, un billet à ordre tiré par Bennet M. Aimes et endossé par J. Bond, H. Fox et J. J. A. Lane, payable à la Banque d'Agriculture de Natchez. Je préviens le public de ne pas recevoir ni acheter le dit billet; les mesures nécessaires ayant été prises pour en arrêter le paiement. RICH. TERREL.

17 mars—3

LE soussigné a l'honneur de prévenir le public et ses amis qu'il a remis à MM. J. & L. Garnier la suite des affaires de M. J. H. Beyerman, de Bordeaux; qu'en conséquence, on trouvera constamment chez ces messieurs un dépôt des différens VINS fins qu'il recevait de cette maison. [17 mars—3] J. M. FORTIER.

AVIS.—Le soussigné prie les personnes qui lui doivent d'avoir la complaisance de venir solder d'ici au quinze avril prochain; son départ pour France étant fixé du 20 au 25. Il espère qu'il ne sera pas retardé, ni contraint d'agir de rigueur. Les personnes à qui il doit sont priées de présenter leurs comptes pour être soldé.

17 mars—4 J. ARMANDO.

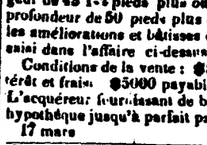
LE soussigné prie les personnes qui lui doivent de vouloir bien venir solder leur compte, de même que pour les réclamations de créanciers de vouloir bien les faire dans le courant de ce mois, devant partir le premier avril prochain. ADOLPHE PLUCHE.

17 mars—3

SEL.—2800 boisseaux de sel de Curaçoa, en déchargement de la goélette Henry Lee, à vendre par

17 mars W. G. HEWES & co, rue du Camp, no 47.

PAR P. A. GUILLOTTE.



Il sera vendu vendredi prochain, 20 du courant, à 10 heures du matin, rue du Camp, dans l'une des cours des *magasins* connus sous le nom des *Trois Sœurs*:

SEIZE VACHES LAITIERES,

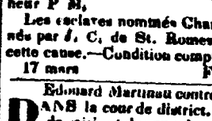
Conditions—au moment de la vente. 17 mars—4

Il a été conduit à l'écurie de M. Milletvers le 25 de février un cheval bai, 2 pieds blancs; la moitié de la tête blanche, tache blanche de chaque côté, longue queue.

Le propriétaire du dit cheval est prié de le réclamer, faute de quoi il en sera disposé conformément à la loi. [17 mars—3] R. G. HARPER, *agent de police.*

IL a été arrêté en dérive dans le Bayou, une balle de coton marquée des boats DB. SWAZE, et sur le côté C A B, no 84. Le propriétaire peut la recouvrer en s'adressant entre 3 et 4 heures, rue des Grands Hommes, no 9, en prouvant la propriété et payant les frais de sauvetage et l'insertion de cet avis. 17 mars—3

DIX PIASTRES DE RECOMPENSE.



Parti marron du moulin à scie des soussignés, faubourg Livaudais, le nègre congo CARLUS, âgé de 42 ans; taille 5 pieds 7 pouces, étant tatoué des oreilles aux yeux. Il est probable qu'il se tient caché dans le faubourg supérieur, ou dans les environs du lac.

Quiconque arrêtera le dit nègre, et le conduira à la geole recevra la susdite récompense.

17 mars—3,3pc C. W. TIGLER & co.

COUR DE PAROISSE—Samuel Herman et al. contre J. Leeds, et J. et P. Hyde.—Dans la cour de district—B. et A. Soalié contre les mêmes. En vertu de 2 ordres de fieri facias à moi adressés, il sera vendu en cette ville, à la Nouvelle Bourse, située à l'encoignure des rues St. Louis et de Chartres, le mardi, 21e jour d'avril prochain, à une heure de l'après midi, les propriétés suivantes, savoir:

CINQ LOTS DE TERRE contigus, situés rue St. Joseph, entre Tchoupitoulas et Foucher, dans le faubourg Ste. Marie, désignés par les nos 1, 2, 3, 4 et 5, et ayant les dimensions suivantes, savoir:

Les lots nos 1 et 2, se touchant mesurant chacun, mesure américaine, 24 pieds 11 pouces et 7 lignes de face à la rue St. Joseph, sur 96 pieds 9 pouces de profondeur. Les nos. 3, 4 et 5, s'adjoignant aussi mesurant chacun 25 pieds 6 pouces de face à la rue St. Joseph, sur 96 pieds 9 pouces de profondeur; ensemble avec toutes les bâtisses, améliorations et dépendances qui s'y trouvent, saisis dans les poursuites ci-dessus. Conditions—comptant.

17 mars F. BUISSON, shérif.

Nouvelle-Orléans, 17 mars 1835.

Succession de Tobias Bickle.

PAROISSE D'ORLEANS.—Cour des Preuves,—Vente par le *régister* des testamens—samedi, 18 avril prochain, à midi, j'exposerai en vente à la Nouvelle Bourse, encoignure des rues St. Louis et de Chartres, pour le compte de la succession de feu Tobias Bickle, l'esclave ci après décrite, savoir *Sidney*, negresse, âgée d'environ 25 ans, saisie sur *scisi*, avec son enfant.

Conditions de la vente—un dixième comptant et le balance à 6, 12 et 18 mois de crédit, les billets endossés à satisfaction avec hypothèque spéciale.—Par ordre de la cour.

W. F. C. DUPLESSIS, *régt. des tests.*

N. B.—L'acte de vente sera passé pardevant W. Y. Lewis, not. pub. aux frais de l'acquéreur. 17 mars

---

A VENDRE à BON MARCHE—Le fond du Restaurant bien achalandé, situé rue d'Orléans, vis à vis le théâtre français; si ce restaurant qui est avantageusement situé n'est pas vendu à l'amiable d'ici au 31 mars courant, il le sera le même jour à 10 h. à Pen an et sur les lieux par J. B. Blache, encanteur. Pour les conditions s'adresser à (10 mars) A. LAFAYE

Nouveau bandages patentlée, de Thomas Slagner pour la guérison des hernies.

LE docteur Semple a cessé d'être l'agent pour la pratique de *ses* bandages ci-dessus.

Les docteurs F P & C J Grima, professeurs du droit de patente pour l'Etat de la Louisiane, sont visibles à leur appartement rue du Canal No. 45 depuis 9 heures du matin jusqu'à midi, et depuis 2 heures de l'après-midi jusqu'à 3 heures du soir.

Ils garantissent la guérison dans tous les cas à moins qu'on ne prenne d'*autres arrangements.* 17 mars—3

SUCRE—140 boucaux sucre de première qualité en débarquement de la goelette Bravo, venant des Attakapas, et à vendre par GRAY, DURRIVE & Co.

17 mars

Succession de Samuel Hart.

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Preuves—Lundi 20 avril 1835, à midi, à la Bourse, encoignure des rues Chartres et St. Louis. En vertu d'un ordre de la Cour des Preuves dans et pour la ville et paroisse de la Nouvelle Orléans, j'exposerai en vente à l'encan, pour compte de la succession de feu Samuel Hart, les propriétés suivantes, savoir:

NEUF lots de terre situé au faubourg Ste. Marie, aux-dessus de cette ville, dans l'ilot borné par les rues Nouvelle Levée, Lotissement Pearl et Delord, désignés par les numéros 1 au no. 9, d'après un plan dressé par Charles F. Zimpel, député arpenteur général, en date du 16 décembre 1834.

1°. Le lot no. 1 mesurant 30 pieds 10 pouces de face à la rue Delord, sur une profondeur de 132 pieds 6 pouces et 40 pieds de large dans le fonds, borné du côté de Pearl street, par la propriété de N. Goodale, et de l'autre en partie par le no. 2 et en partie par la propriété du dit N. Goodale, et dans le fonds par la propriété du dit N. Goodale, ensemble la maison en briques, en mauvais état.

2°. Le lot no. 2 borné d'un côté par le lot no. 1 et de l'autre côté par le no. 3, mesurant 40 pieds 6 pouces de face à la rue Delord, 40 pieds 4 pouces dans le fond, 102 pieds 10 pouces de profondeur, borné dans le fonds par la propriété de N. Goodale, ensemble la maison en briques à 2 étages et autres améliorations.

3°. Le lot no. 3, borné d'un côté par le no. 2, et de l'autre par le no. 4, mesurant 25 pieds 10 pouces de face à la rue Delord, 25 pieds 10 pouces dans le fond, et 102 pieds 10 pouces de profondeur, borné dans le fond par la propriété de N. Goodale, ensemble avec la maison à 2 étages en briques et autres améliorations.

4°. Le lot no. 4 attenant d'un côté au lot no. 3, et un passage ou une allée de 3 pieds 9 pouces de large à l'usage commun des lots numéros 4, 5, 6, 7, 8 et 9 dans toute la profondeur, et mesurant 19 pieds 2 pouces de face à la rue Delord, 19 pieds 2 pouces dans le fond, 102 pieds 10 pouces de profondeur, borné dans le fond par la propriété de N. Goodale, ensemble la maison en briques à 2 étages, non encore achevée.

5°. Le lot no. 5 formant Rencoigure des rues New Levee et Delord, et mesurant 22 pieds 4 pouces de face à la rue New-Levee, 51 pieds 9 pouces de face à la rue Delord, 57 pieds 9 pouces de profondeur sur la ligne du lot no. 5, et 63 pieds 9 pouces de profondeur sur la ligne du lot no. 7 et 21 pieds 1 pouce de large dans le fond, et faisant face à une allée de 3 pieds 9 pouces de large à l'usage commun des lots numéros 4, 5, 6, 7, 8 et 9, ensemble la maison en briques à 3 étages y compris le rez de chaussée.

6°. Le lot no. 6, borné d'un côté par le *terrain no.* 5, et de l'autre par le lot no. 7, et mesurant 21 pieds 4 pouces 4 lignes de face à la rue New Levee, 57 pieds 9 pouces de profondeur sur la ligne du lot no. 5, et 63 pieds 9 pouces de profondeur sur la ligne du lot no. 7 et 21 pieds 1 pouce de large dans le fond, et faisant face à une allée de 3 pieds 9 pouces de large à l'usage commun des lots numéros 4, 5, 6, 7, 8 et 9, ensemble la maison en briques à 3 étages y compris le rez de chaussée.

7°. Le lot no. 7, borné d'un côté par le terrain no. 6 et de l'autre par le terrain no. 8, et mesurant 21 pieds 4 pouces 4 lignes de face à la rue New-Levee, 63 pieds 9 pouces de profondeur sur la ligne du lot no. 6, et 69 pieds 4 pouces et 4 lignes de profondeur sur la ligne du lot no. 8, et 19 pieds 11 pouces 2 lignes de large dans le fond, et faisant face à une allée de 3 pieds 9 pouces de large à l'usage commun des lots numéros 4, 5, 6, 7, 8 et 9, ensemble le hangard (une story shed building unfinished) non achevé.

8°. Le lot no. 8, borné d'un côté par le lot no. 7 et de l'autre par le lot no. 9 et mesurant 20 pieds 11 pouces 4 lignes de face à la rue New Levee, 69 pieds 4 pouces 4 lignes de profondeur sur la ligne du lot no. 7, et 25 pieds de profondeur sur la ligne du lot no. 9, et 19 pieds 11 pouces 2 lignes de large dans le fond, et faisant face à une allée de 3 pieds 9 pouces de large, à l'usage commun des lots numéros 4, 5, 6, 7, 8 et 9, ensemble le hangard (une story shed building unfinished) non achevé.

9°. Le lot no. 9, borné d'un côté par le lot no. 8, et de l'autre par la propriété de N. Goodale, mesurant 20 pieds 11 pouces de face à la rue New-Levee 75 pieds de profondeur sur la ligne du lot no. 8, et 80 pieds 7 pouces 4 lignes de profondeur sur la ligne d'une propriété du dit N. Goodale et 19 pieds 11 pouces 2 lignes de large dans le fond et faisant face à une allée de 3 pieds 9 pouces à l'usage commun des lots nos. 4, 5, 6, 7, 8 et 9, ensemble le hangard (une story shed building unfinished) non achevé.

Conditions de la vente: 6, 12, 18 et 24 mois de crédit, en billets endossé à satisfaction et hypothèque spéciale.

W F C DUPLESSIS, régt. des tests.

N. B. Les actes de vente seront passés pardevant Félix Grima, not. public, aux frais des acquereurs.

17 mars

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Preuves—A tous ceux que cela peut concerner, salut: Qu'il soit connu que, attendu que John McDonogh, demeurant en la ville de la Nouvelle Orléans, s'est adressé à moi W F C Duplessis, régister des testaments, dans et pour la paroisse et ville de la Nouvelle Orléans, et ex officio greffier des Preuves, dans et pour la dite ville et paroisse, pour publier et annoncer conformément à un acte de la Législature, intitulé "Acte pour confirmer les titres des acquéreurs aux ventes judiciaires". Approuvé le 10 mars 1834. Avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, qu'en vertu d'un ordre ou décret fendu par l'honorable Charles Maurian; jugé de la cour des Preuves dans et pour la ville et paroisse de la Nouvelle-Orléans, dans la succession de François Galbert et sa femme Magdelaine Greza, tous deux décédés, et sur l'application de Camille Galbert, le dit ordre en date du 5 novembre 1834 je soussigné, *régistre* des testamens, ai adjugé le 18 décembre 1834, au dit John McDonogh, comme le dernier et le plus fort enchérisseur, la propriété ci après décrite.

Description de la propriété ci après à transfer judiciaire:

Un demi lot de terre situé en cette ville, rue Bourgogne, entre les rues St Louis et Toulouse, mesurant 31 pieds 5 pouces de face à la rue Bourgogne sur telle profondeur de 120 pieds, mesure française, adjugé à John McDonogh pour la somme de deux mille piastres.

Conditions de la vente.—6 et 12 mois de crédit en billets endossés à la satisfaction du tuteur, portant hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement. Les dits billets par coupons.

A ces causes, toutes personnes qui ont ou pourraient avoir quelques réclamations au demi lot de terre ci-dessus décrit, en conséquences d'un défaut de forme dans l'ordre, le décret ou jugement de la cour, en vertu duquel la vente a été faite, ou de toute autre irrégularité ou illégalité dans l'estimation, l'avis ou le temps et le mode de la vente ou pour toute autre cause quelconque, sont par les présentes citées d'avoir à déduire dans trente jours à dater de la publication du présent avis dans les papiers publics les raisons pour lesquelles la vente ainsi faite ne serait pas approuvée et homologuée, comme le demande le dit acquéreur.

En foi de quoi, j'y ai apposé ma signature et le sceau de la dite cour des Preuves, ce vingt-huitième jour de février, l'année de Notre Seigneur 1835.

17 mars—3 W F C DUPLESSIS, rég. des tes.

$10 DE RECOMPENSE.

Parti marron le 10 du courant, le nègre esclave HARRY, taille d'environ 5 pieds 6 pouces, maigre; marqué de la vérette, ne parlant qu'anglais. Le dit nègre a appartenu d'abord à M. Charles Bruté, et ensuite à M. Michael Henley. Il est bien connu dans le faubourg d'en haut, où il est caché. La susdite récompense sera payée à quiconque le logera à la geole, et s'adressant au bureau de l'Abeille. 14 mars

---

VINGT PIASTRES DE RECOMPENSE.—Partie marronne il y a environ deux mois et demi, la mulatresse nommée MELLY, appartenant à Monsieur Simon Dausé. La dite mulatresse est d'environ cinq pieds, âgée de trente-cinq à trente six, figure grosse, bouffie, avec tache à la joue gauche, parlant anglais et un peu français. 18 fév—7

$15 de Récompense.

Parti marron de chez le soussigné, le mulâtre EDMOND, âgé d'environ 14 ans; teint clair, cheveux blonds, et peu crépus, yeux gris. Il avait à son départ un pantalon de drap gris et un bonnet de laine de même couleur; il a probablement traversé à Gretna et quelques lieues au-dessus de la ville et du même bord. Il parle anglais et français. La récompense ci-dessus sera payée à la personne qui le ramènera au soussigné, ou le fera enfermer dans une des geoles de cet état.

BENJAMIN BUISSON,
15 fév—1m au faubourg Livaudais.

LE soussigné vient de recevoir par le navire Amstorlite, du Havre, 500 dames-jeannes de France qu'il offre à vendre à un prix modéré.

16 mars L. G. SASSINOT.

Théâtre d'Orléans.

Mardi 17 mars, 1835.

POUR LA RENTREE DE Mme. CLOZEL,

MARIE TUDOR,

Drame historique en 4 actes, et en prose par V. Hugo.

suivi de

L'AMBASSADEUR,

Comédie vaudeville en 1 acte de MM. Scribe et Mélesville.

SALLE D'ORLEANS.

BAL DE LA ST. JOSEPH.

Jeudi prochain, 19 mars 1835, à la demande de plusieurs familles.

GRAND BAL PARE & A CARACTERE dans lequel on n'admettra aucun masque. Cependant les personnes qui se présenteront masquées seront admises au bal en déposant leurs masques à un bureau préparé pour les recevoir. Plusieurs personnes ayant manifesté le désir de voir un B